
[Indonésie : lutte contre l'appropriation foncière de la compagnie de palmier à huile PT Hardaya](#)

Pietro Paolini/Terra Project

Les habitants des villages du district de Buol, au Sulawesi central, ont lutté pendant 20 ans pour récupérer leurs terres. Toutes leurs terres et forêts traditionnelles ont été octroyées, sans leur consentement et à leur insu, à une des familles les plus riches et puissantes d'Indonésie, le magnat Murdaya Widyawimarta et son épouse Siti Hartati Cakra Murdaya, par l'intermédiaire de leur holding, le groupe Cipta Cakra Murdaya, pour la création d'une énorme plantation de palmiers à huile de 22 000 ha. Le bilan de cette affaire a été dramatique : les terres agricoles et les forêts utilisées par plus de 6 500 familles ont été détruites.

Lorsque l'opération a commencé en 1994, beaucoup de villageois se sont mis devant les camions et se sont attachés aux arbres des forêts des alentours pour éviter qu'on les coupe. Cependant, ils n'ont pas pu faire grand-chose du moment que les militaires soutenaient l'opération. Finalement, d'interminables plantations industrielles de palmiers à huile appartenant à la compagnie PT Hardaya Inti Plantations ont couvert les champs où les villageois plantaient des arbres fruitiers et cultivaient du riz.

Depuis 2005, la superficie des plantations de palmiers à huile a presque doublé en Indonésie, et elle atteint aujourd'hui 8,2 millions d'hectares, soit environ un tiers des terres arables du pays. Le Sulawesi est une des cibles principales de l'expansion impressionnante que cette culture a eue, poussée par l'augmentation de la demande mondiale d'huile végétale bon marché pour la fabrication d'aliments et de biocarburants, mais elle est aussi le résultat d'une profonde inégalité.

Un fonds de pension norvégien retire ses investissements dans certaines compagnies de palmier à huile

L'Indonésie et la Malaisie partagent la position de leaders mondiaux de la production d'huile de palme, qui s'est accélérée ces dernières années de façon exponentielle. En Indonésie, la superficie plantée de palmiers à huile a augmenté de 279 % entre 1998 et 2008, en transformant par des moyens légaux ou illégaux d'énormes étendues de forêt tropicale en plantations industrielles. Celles-ci ont atteint près de 7 millions d'hectares et, en 2009, le gouvernement a annoncé son intention d'y affecter 18 millions d'hectares supplémentaires.

L'expansion des plantations de palmiers à huile a provoqué de nombreux conflits avec les communautés locales, et des critiques généralisées en raison de l'impact environnemental désastreux que comporte la destruction massive de forêts.

La Norvège est un des pays qui ont investi dans l'industrie de l'huile de palme (637 millions USD dans 21 entreprises), par exemple dans la société singapourienne Wilmar International.

Or, le plus grand fonds de retraite scandinave, Storebrand, vient d'annoncer qu'il n'investira plus dans des compagnies « criminelles à l'égard du climat », en se référant non seulement au secteur des énergies non renouvelables comme le charbon, qui produit de fortes émissions de CO₂, mais aussi au secteur de l'huile de palme, dont le boom est une des principales causes de la déforestation dans les tropiques et donc une énorme source d'émissions de carbone.

Sources : http://www.theecologist.org/News/news_round_up/

[2259146/norwegian_pension_giant_drops_investments_in_coal_tar_sands_palm_oil.html](http://www.theecologist.org/News/news_round_up/2259146/norwegian_pension_giant_drops_investments_in_coal_tar_sands_palm_oil.html),
<http://www.u-landsnyt.dk/nyhed/19-11-12/b-redygtig-palmeolie-sv-rt-opdrive-i-danske-butikk>,
http://www.regnskog.no/no/s%C3%B8keresultat/attachment/30008/binary/27091?_download=true&_ts=137126c547d.

Malgré la puissance des forces déployées contre eux, les villageois du district de Buol étaient décidés à récupérer leurs terres. Une série de blocages de routes et d'autres actions de contestation ont obligé la PT Hardaya à négocier un accord suivant lequel, en mai 2000, la compagnie a accepté de donner aux villageois déplacés 4 900 hectares à titre de compensation, et de mettre en œuvre un programme de cultivateurs extérieurs – suivant un système qu'on appelle *agriculture plasma* en Indonésie – où elle préparerait et planterait deux hectares de palmiers pour chaque famille et achèterait la récolte à un prix fixé d'avance.

Or, un mois plus tard la compagnie a dénoncé cet accord et elle a proposé en échange de mettre en route un programme de cultivateurs extérieurs sur 15 000 ha situés au-delà de la concession, sur des terres que le gouvernement provincial devrait désigner.

Pour les villageois, cette volte-face a représenté un douloureux revers. Épuisés par des années de lutte et sans aucun appui du gouvernement, ils ont peu à peu abandonné le combat ; la compagnie a pu continuer ses activités et elle a commencé à s'installer au-delà de la zone allouée.

Le déboisement et la plantation de palmiers à huile le long des rives des fleuves et sur les pentes des montagnes, à l'intérieur et à l'extérieur de la concession, a provoqué une forte érosion du sol et une bonne partie de celui-ci a été emportée par le cours rapide du fleuve Buol.

Le programme des cultivateurs extérieurs promis par l'entreprise ne s'est presque pas concrétisé : à ce jour, seuls 400 ha y ont été affectés, et la plupart des terres ont été attribuées aux politiciens locaux qui ont appuyé l'entreprise.

Les conditions de travail dans la plantation sont épouvantables. Plus de 3 000 personnes y travaillent, dont beaucoup ont perdu leurs terres au profit de l'entreprise. Elles habitent dans des campements délabrés et sont payées en fonction de ce qu'elles récoltent.

Hamsi est un de ces travailleurs ; il vit là avec sa femme et ses enfants, dans une pièce étroite d'un des campements de la plantation. Lui et sa femme y travaillent durement, pendant de longues semaines, depuis treize ans.

« Nous avons beau travailler dur, nous sommes toujours endettés », dit Hamsi.

Ce n'est pas seulement à cause des maigres salaires que les travailleurs ne sortent pas de la misère : la compagnie leur fait tout le temps des déductions pour des frais de toutes sortes, de l'électricité et l'eau qu'ils consomment dans leur foyer aux outils et l'équipement de protection dont ils ont besoin pour travailler. À la fin du mois, dit Hamsi, nous n'avons plus rien à toucher.

L'épouse d'Hamsi, comme d'autres travailleuses de la plantation, est chargée de pulvériser des pesticides. Un des produits qu'on utilise abondamment est le Gramaxone (paraquat), un herbicide qui est interdit dans une trentaine de pays à cause des graves effets qu'il a sur la santé humaine. Elle raconte que l'entreprise ne lui a fourni ni formation ni équipement de protection, et qu'elle a appliqué des pesticides pendant ses grossesses et peu après l'accouchement parce qu'elle n'avait pas les moyens de prendre des jours de congé non payés.

En 2012, les travailleurs de la plantation ont constitué un syndicat et, depuis, ils font pression pour obtenir de meilleures conditions de travail. Ils ont décidé de reprendre la lutte contre l'entreprise, sous la bannière du Forum Tani Buol. En 2012, ils ont organisé le blocage d'une route et ils ont occupé le bureau du maire. Les fonctionnaires du gouvernement et ceux de l'entreprise y ont répondu en promettant de chercher un arrangement du conflit foncier, mais rien n'en est sorti. En mars 2013, les paysans et les travailleurs ont occupé l'usine de l'entreprise. Le gouvernement a envoyé des militaires pour les faire sortir, mais les travailleurs se sont débrouillés pour obtenir auparavant une nouvelle promesse d'arrangement.

Malgré les nombreuses promesses non tenues pendant des années, les villageois pensent avec optimisme qu'ils vont bientôt récupérer leurs terres, et ils ont même commencé à parler de ce qu'ils vont y faire le moment venu. Ils sont d'accord qu'ils devraient les gérer de façon collective et non en tant que propriétaires individuels, et ils reconnaissent qu'ils seront obligés de continuer de produire des palmiers à huile jusqu'à ce que les palmiers actuels soient mûrs et puissent être remplacés par d'autres cultures.

L'expérience des communautés de Buol montre que les profonds impacts des plantations de palmiers à huile sur la population peuvent s'aggraver encore avec le temps. Les rares bénéfices d'une plantation, aussi bien en matière d'emploi que grâce aux programmes de cultures extérieures, ne compensent pas la perte des terres et de l'eau que les communautés utilisent pour subvenir à leurs besoins d'aliments et de revenus.

Dans ce contexte, la solidarité internationale et la surveillance de la situation ont une importance fondamentale. Les villageois tiennent à donner davantage de publicité à leur cas, et ils disent qu'une manière de les aider est de signer la pétition qu'ils enverront à la PT Hardaya Inti Plantation.

Pour lire la pétition en faveur de la lutte des villageois de Buol, veuillez visiter http://www.grain.org/bulletin_board/entries/4870-petition-for-the-struggle-of-buol-farmers-forum-against-land-grabbing-by-pt-hardaya-inti-plantations ; vous pouvez également contacter les villageois par l'intermédiaire d'AGRA : agraindonesia12@gmail.com.

Extrait et adapté de : "Long struggle against Indonesia oil palm land grab", GRAIN, janvier 2014, <http://www.grain.org/article/entries/4868-long-struggle-against-indonesia-oil-palm-land-grab>.

